

Annonces gouvernementales : l'impasse de la rigueur !

Communiqué de presse FSU
Les Lilas, le 25 août 2011

Face à la crise économique et financière, le gouvernement cherche à convaincre qu'il n'y a pas d'autres choix que ceux de la rigueur. A vouloir rassurer les marchés financiers et les agences de notation, il ne s'attaque pas aux causes structurelles de la crise.

En revenant modestement sur les niches fiscales, la défiscalisation des heures supplémentaires et en taxant de manière marginale et provisoire les hauts revenus, le gouvernement reconnaît l'échec de sa politique menée jusqu'ici.

Mais les mesures annoncées s'inscrivent toujours dans une politique d'austérité pénalisant essentiellement les salariés, mettant peu à contribution les hauts revenus (200 millions sur un plan de 11 milliards), ne remettant pas en cause la réforme de l'ISF (2 milliards de recettes fiscales en moins). Elles hypothèquent ainsi toute sortie réelle de la crise et s'inscrivent dans des orientations européennes qui fragilisent encore plus la situation des pays de l'UE.

Le gouvernement utilise l'argument de la dette publique dont la hausse résulte pour l'essentiel des cadeaux fiscaux aux plus riches et des exonérations de charges pour des entreprises et poursuit dans sa logique de baisse des dépenses publiques. Ceci entraînera encore une baisse de l'activité et des recettes fiscales, tout en aggravant les inégalités. A cet effet, la FSU estime que la « règle d'or » serait néfaste pour notre économie et dangereuse pour notre démocratie sociale.

La FSU avait demandé au gouvernement d'intervenir sur les causes réelles de la crise en agissant sur l'emploi - l'Etat employeur devant montrer l'exemple en renonçant au "un sur 2" dans la Fonction publique et en créant les emplois nécessaires-, le pouvoir d'achat, la fiscalité (avec un autre partage des richesses produites) et les investissements productifs pour l'avenir prenant en compte les impératifs écologiques.

Où est l'équité, l'effort partagé dans les annonces faites ? D'un côté des mesures ponctuelles et réduites de taxation des hauts revenus de surcroît à partir d'un seuil trop élevé, de l'autre, réforme des retraites, suppressions massives d'emplois publics, RGPP et stagnation du pouvoir d'achat pour les salariés ! Plus des mesures présageant une mise à mal des dépenses de santé et des mutuelles qui entraîneraient une aggravation des difficultés d'accès au soin pour les plus modestes... La Fonction publique reste particulièrement impactée par les choix faits : 15 milliards d'économie avec la RGPP contre 200 millions d'euro par la contribution exceptionnelle des hauts revenus !

Pour la FSU, il faut cesser de considérer les services publics et la Fonction publique comme une charge. Ce sont bien des investissements productifs indispensables notamment l'éducation, la formation et la recherche.

En poursuivant dans cette impasse, le gouvernement ne change pas la donne et n'offre pas de perspective d'avenir aux générations futures.

La FSU invite les agents de la Fonction publique et les salariés à se saisir de ces débats et à s'engager massivement dans les actions et initiatives dès les prochaines semaines pour empêcher la mise en œuvre de ces mesures et imposer d'autres choix économiques et financiers garantissant davantage d'égalité, de justice sociale et de progrès pour tous. C'est en ce sens qu'elle participera à l'intersyndicale du 1er septembre prochain.